Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Mouvement socialiste (5 mars 1882)
5 mars 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°4 du *Droit social*
Le Droit social, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com

Mouvement socialiste (5 mars 1882)

Le Droit social

5 mars 1882

Table des matières

Groupe Anarchiste Révolutionnaire « Les Indignés » 10
Déclaration de principes 10
Comité central de la grève de Roanne 11

Nous avons reçu le procès-verbal de la conférence faite par les compagnons Maria, Gauthier et Crié, à Clichy-la-Garenne. Nous le publions dans son entier, vu l'importance des sujets traités :

> Dimanche 12 février 1882 a eu lieu à Clichy-la-Garenne un meeting public organisé par le Cercle d'Études sociales de Levallois-Perret.
>
> Le secrétaire de la réunion, le compagnon Loth, donne lecture de 17 lettres de la province et de l'étranger qui envoient leurs adhésions au Cercle de Levallois pour la propagande qu'il fait en faveur de l'anarchie. Les plus applaudies sont celles du groupe anarchiste *O Operario* de Lisbonne, des socialistes révolutionnaires lyonnais, les Indignés de Vienne, les groupes de Marseille, Pontlieu, Cette, Libourne, St-Étienne, Villefranche, Auxerre, et de plusieurs arrondissements de Paris.
>
> Le compagnon Crié traite la question : *Pourquoi nous sommes anarchistes.* Il commence par dire que l'on a toujours et partout fait croire que l'anarchie était une espèce de monstre tenant d'une main une torche et de l'autre un poignard, détruisant tout sur son passage.
>
> Aujourd'hui on commence à comprendre ce mot, et il n'est plus un épouvantail que pour la bourgeoisie.
>
> Nous sommes anarchistes, dit-il, parce que nous voulons l'égalité la plus complète et la suppression de toute autorité. Nous voulons l'anarchie, parce que nous savons bien que ce n'est pas une société autoritaire qui peut dire et fournir ce que nous devons et pouvons consommer.
>
> Nous ne sommes pas les premiers qui voulons l'égalité ; il y a dans l'histoire des personnes qui, tout en n'étant pas de notre parti, reconnaissaient que l'anarchie seule pouvait donner l'égalité ; voyez l'histoire des Hébertistes, par

Tridon et Blanqui, disant que devant l'ennemi il ne devait y avoir ni élections ni gouvernement, mais la révolution. Nous sommes anarchistes parce que nous y voyons l'idéal de ces deux mots : égalité et justice, et à ceux qui rient de l'anarchie nous pouvons leur dire : vous riez de ce qui vous tuera demain.

Le compagnon Maria prend ensuite la parole : *Pourquoi nous sommes communistes.* Nous sommes partisans de la liberté et de l'égalité la plus grande, mais pour arriver à cet état il nous faut une révolution et ce ne sera pas l'œuvre d'un jour pour démolir la société actuelle. Pendant cette période de destruction il ne faudra pas que la production cesse, et il nous faudra probablement travailler le fusil en bandoulière, et les combattants prendront dans les magasins ce dont ils auront besoin pour leur consommation.

Les collectivistes voudraient que chacun ait le produit intégral de son travail, cela serait bon pour le fort, pour le savant, mais le faible, par ce moyen, sera toujours pauvre, toujours déshérité, ce serait là une injustice.

Le seul fait de naître nous donne droit à tout ce qu'il faut pour l'existence, quelles que soient notre force et notre intelligence, car le fort et l'intelligent est-il pour quelque chose de par lui-même dans cette situation, non ; c'est la société qui l'a fait ce qu'il est et il ne peut rien lui réclamer.

Pour détruire l'égoïsme, il faut détruire la propriété personnelle, et le motif de vouloir avoir quelque chose sera supprimé.

Pour terminer, dit l'orateur, nous sommes communistes parce que nous voulons que chacun consomme selon ses besoins et travaille autant que sa force le lui permet. Dans une société

semaine dernière, et que, par un oubli involontaire, nous ne vo[1]s pas communiqué plus tôt.

À vous et à la Révolution.

Pour le comité de la grève :
L'un des Secrétaires,
Charles FOUILLARD.

P.-S. — Adresser les lettres et souscriptions au citoyen Michaud, rue de la Berge, 18.

1. Illisible dans l'original. Note de la Bibliothèque.

organisée de cette façon, vous n'aurez plus ni révolutionnaires ni mécontents.

Le compagnon Gauthier, en traitant la question : « *Comment nous sommes anarchistes* », dit que parmi les dénominations de la langue il en est qui portent un préjugé comme le mot anarchie, aussi nous voulons détruire ce préjugé. Pourquoi donc ce mot fait-il peur ? C'est que les classes dirigeantes l'ont toujours employé contre les révoltés de tous les temps et tous les insoumis ont été appelés des anarchistes, des partisans du désordre parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux lois.

Nous n'avons pas inventé ce mot, nous l'avons adopté ; de tout temps il y a eu des anarchistes, parce qu'en tout temps il y a eu des ennemis du gouvernement qui se sont révoltés, et dans toutes les sociétés il y a toujours eu des insoumis, des anarchistes et il y en a beaucoup qui le sont sans s'en douter. Les anciens insoumis nos devanciers croyaient qu'en changeant le personnel le gouvernement serait meilleur, mais les anarchistes actuels comprennent que les gouvernements, même les républiques radicales ouvrières, tricolores ou rouges ne sont pas plus capables de nous donner la liberté et l'égalité que l'empire ou la monarchie. Car, lorsqu'on se souvient des carnages du Père Lachaise, et de la flibusterie récente de la Bourse, quand on prend notre jeunesse pour servir d'engrais aux sables de la Tunisie, quand des prolétaires ne veulent pas se soumettre aux volontés des patrons, comme à la Grand'Combe, on envoie la troupe pour les écraser et tout cela se passe sous le régime républicain. Eh bien ! le gouvernement, nous disons qu'il est exécrable, nous ne voulons pas plus d'un État bourgeois que d'un État ouvrier. Comme c'est nous qui tenons la queue

de la poêle, nous n'avons qu'à la faire sauter et renverser ce qu'il y a dedans. Je sais que l'on nous traite de fous, de criminels, de bandits, d'énergumènes, mais il fut un temps aussi où l'esclavage passait pour être le meilleur état. Il est tombé.

Il fut un temps aussi où la religion était le meilleur bien-être. Aujourd'hui on ne croit plus. Il en sera de même pour le gouvernement, nous apprendrons à nous en passer comme nous nous passons de Dieu.

On nous dit que nous sommes libres ! Libres, comment donc ! Quand nous avons le ventre serré par les patrons. Le paysan est usé par l'usurier, le petit boutiquier, le jeune prolétaire à qui l'on passe un habit bariolé et un fusil, la jeune fille qui ne pouvant vivre en travaillant, se livre à la prostitution, sont-ils libres ? Non, mille fois non ! La richesse est le fruit des générations passées, elle appartient à tous, personne n'a le droit d'en prendre une part. Celui qui en dérobe une part doit subir les plus grandes tortures. Dans la société, l'individu a droit à tout et personne n'a le droit de lui mesurer sa part. Il y en a qui disent qu'il faut des riches pour faire travailler les pauvres. Gautier n'a pas de mal à prouver que ce sont les ouvriers, les travailleurs qui font des rentes et des loisirs aux capitalistes. Parmi les besoins des citoyens figure au premier rang la liberté et il y a, parmi le peuple, un grand nombre d'hommes qui pensent à un quatrième État, à un gouvernement ouvrier ; mais, ce quatrième État serait encore plus mauvais que les autres. Pour réaliser cet idéal comment ferons-nous ? Prendrons-nous des hommes éclairés que nous enverrons siéger à la Chambre ? Nous servirons-nous du suffrage universel ? Il y en a qui disent : oui. Nous, nous disons : non, et

Déclarent :

Qu'ils poursuivront la théorie de l'égalité économique, conséquence inéluctable de l'égalité dans les droits ;

Qu'ils prendront part à toutes les manifestations ayant pour but leur affranchissement ;

Qu'ils répudient toutes les religions prétendues révélées, pour ne poursuivre que le principe de la solidarité humaine.

Déclarent en outre :

Que par esprit de solidarité morale, ils s'informeront mutuellement des accusations fondées ou non, portées sur chacun d'eux, avant d'en avertir le conseil.

Comité central de la grève de Roanne

Roanne, 28 février 1882.

Citoyens et frères,

Au nom des travailleurs roannais jetés sur le pavé par onze bandits du capital, sans pain et sans ressources, nous faisons appel à la solidarité de nos frères les travailleurs, sur laquelle nous comptons, car notre lutte n'est que le commencement de la grande bataille où nos seigneurs du capital doivent disparaître de la surface de la terre comme des êtres inutiles et nuisibles.

Pour les travailleurs roannais, merci de votre envoi de 50 francs, à vous et à tous les amis qui pensent à leurs frères de lutte, et le jour où nous pourrons prendre les armes, nous nous souviendrons des misères, des hontes et des tortures que nous font endurer ou que voudraient nous faire endurer nos exploiteurs et là, malheur à la vieille société, nous ferons tout disparaître sous les coups de la justice et de l'égalité.

Nos frères d'Amplepuis nous ont prié de vous faire insérer un envoi de 244 fr. 75 qu'ils nous ont fait parvenir la

Groupe Anarchiste Révolutionnaire « Les Indignés »

Vienne, 20 février 1882.

Toutes les communications et correspondances concernant le groupe anarchiste « les Indignés » doivent être envoyées au compagnon L. Genet, rue Mermet, 12, dans la cour, à Vienne (Isère).

Tous les révolutionnaires sont convoqués à une réunion générale, qui aura lieu dimanche, 5 mars, rue Mermet, 12.

Ordre du jour :

Organisation de la conférence projetée, le *Droit social*.

Déclaration de principes

Considérant :

Que l'étude des questions économiques et sociales, en donnant aux travailleurs conscience de leurs droits et de leurs devoirs et en les faisant participer à la découverte et à l'éclaircissement des lois qui régissent l'humanité, est le principal moyen de détruire le paupérisme et de les conduire à leur émancipation ;

Que l'action politique, en face de la situation économique des travailleurs, bien que n'étant plus qu'une question secondaire, doit néanmoins être employée comme le terrain le plus propice pour lutter contre les hommes et les choses de notre Société actuelle ;

Que la captation individuelle et de plus en plus féodale des moyens de production ne pouvant être sérieusement contestée, et devenant la cause du malaise du plus grand nombre de la classe productive, force celle-ci à se constituer en parti distinct.

Considérant d'autre part :

Que toutes les doctrines religieuses sont contraires aux données de la science.

Les membres du Cercle républicain socialiste :

à ceux qui disent oui, nous pouvons leur dire : Vous êtes des blagueurs. Avons-nous des libertés politiques pour nous servir du suffrage universel, non, et quand même nous les aurions, nous n'en serions pas mieux, car le suffrage universel, c'est la servitude volontaire.

Si un homme n'a pas le droit d'asservir son semblable, cinq cents n'ont pas plus ce droit qu'un seul. Si la destinée d'un peuple était enfermée dans une urne, nous serions bien peu de chose. Au lieu d'organiser des comités électoraux, ne serait-il pas meilleur de s'organiser pour la résistance ; si nous prêchons l'abstention, ce n'est pas l'abstention lâche, nous ne nous retirons pas de la lutte, au contraire, nous nous réservons et employons notre énergie pour renverser les dirigeants et montrer au peuple de quel côté on le trompe.

Pour terminer, l'orateur dit qu'il faut entourer la bourgeoisie par un réseau de mailles. Que chaque maille soit un groupe, et en resserrant ces mailles, nous parviendrons à broyer la bourgeoisie comme la machine à vapeur broie le sable sous ses rails. Pour faire de la bonne propagande, allons dans les grèves démontrer aux ouvriers que l'usine est leur propriété et le patron leur ennemi, qu'ils doivent le tuer et prendre ce qui leur appartient. Prêchons aussi la grève des conscrits et que la jeunesse refuse *d'aller se faire tuer* pour les capitalistes.

Le compagnon Bérard invite les citoyens de Clichy-la-Garenne qui assistent à cette conférence à former un groupe d'Études sociales et d'y étudier ces questions. C'est dans ce but que le Cercle de Levallois-Perret est venu organiser cette conférence.

Les citoyens qui voudront en prendre l'initiative, demanderont des renseignements au Secrétaire

du groupe d'Études Sociales de Levallois-Perret, F. Hoffmann, rue du Marché, 3, à Levallois, et au compagnon Legros, rue de Neuilly, à Clichy.

Le Secrétaire de la séance,
A. LOTH.

Marseille, 25 février 1882.

Compagnons,

La grande réunion qui devait avoir lieu le 19 de ce mois, sous l'initiative prise par la Fédération Politique des Travailleurs, a été différée, si non complètement enterrée.

Comme toujours, en pareil cas, après avoir longuement discuté sur l'utilité qu'il y a à interpeller dans une grande réunion les membres du conseil municipal, traîtres à leur mandat, la Fédération nomma pour exécuter ses décisions une commission exécutive de sept membres, pris dans la majorité et parmi ceux qui paraissaient les plus disposés à interpeller les conseillers.

Ce comité exécutif n'a rien exécuté du tout, mais si pourtant, il a exécuté les ordres dictés ou composés par les conseillers eux-mêmes.

Disons tout de suite que ce comité est composé en partie d'employés à la mairie et conséquemment sous la dépendance du conseil municipal, que ce sont précisément ceux-là qui revenant sur les décisions de la Fédération, ont proposé et fait adopter par quatre voix contre trois, la non tenue de la réunion, disant qu'il n'appartenait qu'au comité qui a patroné leur élection à demander compte de leurs promesses. Est-ce assez plaisant ?

Après un pareil acte d'arbitraire les questions suivantes se présentèrent d'elles-mêmes.

Ont-ils reçu une somme quelconque pour prix de leur lâcheté, ou bien ont-ils reculé devant une menace de renvoi de la place qu'ils occupent à la mairie, faite par les intéressés.

Ces individus se sont-ils vendus ?

Quelle que soit de ces deux impulsions celle à laquelle ils ont obéi, ils ne se sont pas moins rendus les complices des tripoteurs qui sont chargés d'administrer la commune.

Ils ont abusé de la confiance de leurs collègues et violé le mandat qui leur était confié.

D'autre part, pour que MM. les conseillers en soient venus à redouter de fournir des explications aux électeurs, jusqu'au point de corrompre les membres du comité exécutif de la Fédération politique ou à les menacer de les chasser de la mairie pour les empêcher d'agir, il faut qu'ils se sachent bien coupables et qu'ils aient des raisons majeures pour éluder les explications qu'on leur demande.

On parle de dilapidation des finances. Serait-ce vrai ? tout, actuellement, nous porte à le croire.

Quoiqu'il en soit, tous ces tripotages électoraux ne sont pas faits pour retenir le peuple dans les eaux du parlementarisme.

Le fait suivant, regardé comme extraordinaire par la presse bourgeoise du Midi, est une preuve à l'appui de cette assertion.

Dans un chef-lieu du département des Bouches-du-Rhône, à Gardane, il s'agissait de renouveler le conseil municipal ; le vote avait lieu le dimanche 19 du courant. Il a été impossible de constituer le bureau, *pas un seul électeur n'a pris part au vote*, on craint qu'il en soit de même au second tour de scrutin.

Est-ce par connaissance de l'impuissance du parlementarisme ? est-ce par dégoût ou par découragement que les petits bourgeois, les ouvriers et les paysans désertent les urnes ?

Pour nous, nous croyons que ce sont ces trois causes ensemble. En tout cas c'est de bonne augure, nous courons à grands pas vers la Révolution sociale.

Le peuple devient sceptique.